



PREFET DE LA COTE D'OR

Direction des Collectivités Locales et des Elections
Bureau des Elections et de la Réglementation
53 rue de la Préfecture
21041 DIJON Cedex
03 80 68 31 00

Le numéro
W212012814 est à
rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de MODIFICATION

de l'association n° W212012814

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

LE DIRECTEUR

donne récépissé à **Madame la Présidente**
d'une déclaration en date du : **05 janvier 2026**
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

TITRE, OBJET

dans l'association dont le nouveau titre est :

IRICSS - INSTITUT DE RECHERCHE INDÉPENDANT DE CONCILIATION SANTÉ ET SOCIÉTÉ

dont le siège social est situé : 3 B rue des Moulins
21000 Dijon

Décision(s) prise(s) le(s) : **05 janvier 2026**

Pièces fournies : Statuts
Procès-verbaux

Dijon, le 16 janvier 2026

Le Directeur



Sébastien TRES

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :
Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.
Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :
Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.
NOTA :
L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.
La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.